

Zeitschrift: Revue économique Suisse en France
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 77 (1997)
Heft: 4: Repères 97

Rubrik: Les Échanges Suisse/France 1997

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 02.04.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Dossier spécial Echanges Suisse/France 1997

Repères 97

C'est désormais un rendez-vous. A nouveau, nous vous livrons dans ces pages spéciales l'essentiel des données statistiques sur les relations franco-suisse, mises en perspective avec certains pays de l'Union européenne et les deux partenaires de poids hors U.E. que sont les Etats-Unis et le Japon.

Pour tenir compte de quelques-unes de vos suggestions reçues l'année passée, après la publication de ce cahier dans notre numéro de décembre 1996, nous l'avons enrichi d'un certain nombre d'indicateurs conjoncturels permettant ainsi, en quelques pages, d'avoir une photographie aussi complète que possible de l'environnement économique dans lequel nous évoluons.

Les pages conjoncture, fiscalité, social et investissements ont été réalisées par des journalistes économiques que nous tenons à remercier pour leur précieuse collaboration. La partie « échanges » émane de la Chambre de Commerce Suisse en France à Paris.

Toutes ces données ont été puisées aux meilleures sources (OCDE, Office fédéral de la Statistique, Banque Nationale Suisse, Direction Générale des Douanes, Paris et Berne). Les données et chiffres n'ont qu'une valeur indicative*. Nous attendons vos réactions, impressions, suggestions et commentaires : Tél. Paris 01 48 01 05 51

Au sommaire

- ▶ **Conjoncture**
pages 12 à 14
- ▶ **Finances publiques**
page 15
- ▶ **Social**
pages 16 et 17
- ▶ **Investissements**
Taux de change
pages 18 à 19
- ▶ **Statistiques douanières**
pages 20 à 26

Dossier réalisé avec le concours de :



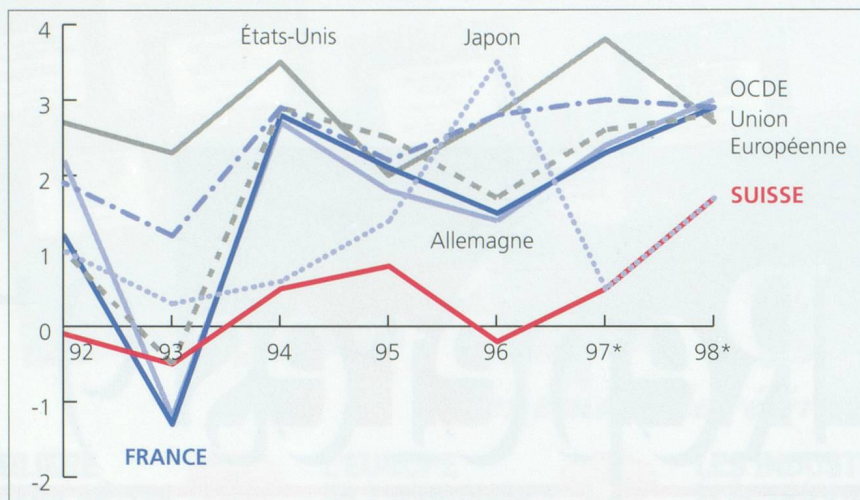
**CREDIT
SUISSE**

Hottinguer

* La Rédaction ne saurait être tenue responsable des éventuelles erreurs.

1. Produit intérieur brut.

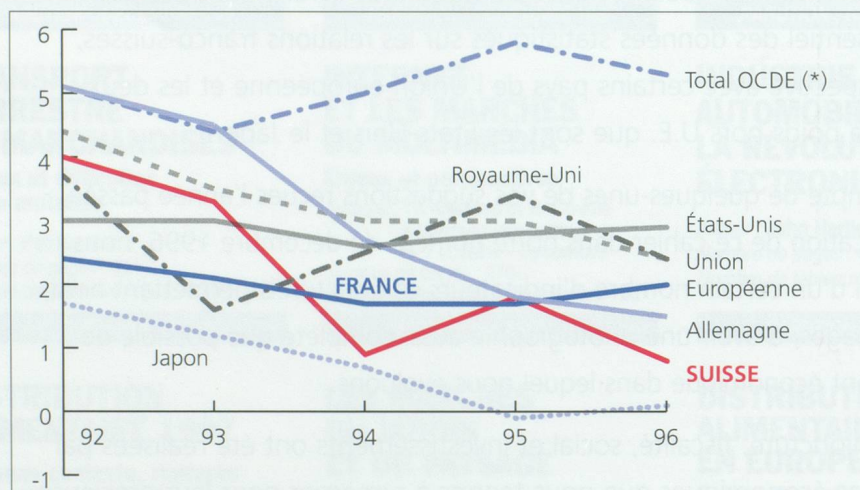
Variation réelle en % par rapport à l'année précédente.



** Estimations.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

2. Prix à la consommation.

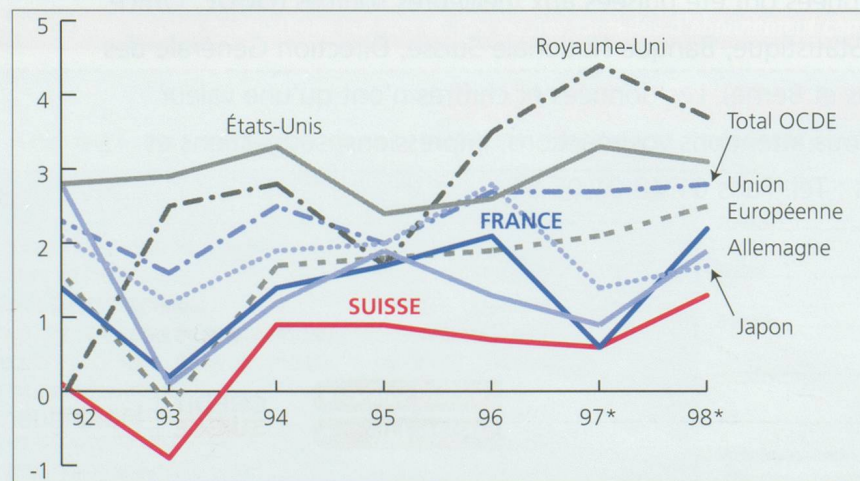
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente.



(*) Hors Grèce, Hongrie, Mexique, Pologne, République Tchèque et Turquie.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

3. Consommation des ménages.

Pourcentages de variations par rapport à la période précédente.



* Estimations et prévisions.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

Croissance : l'heure de la REPRISE a sonné

Après six ans de léthargie économique en Suisse, après un redémarrage trop lent en France, 1998 devrait marquer un sursaut de l'activité dans les deux pays. La reprise est à portée de main. Une conjonction favorable de facteurs incite à l'optimisme, même si l'impact de la crise asiatique ou les difficultés de mise en place de l'euro pourront avoir un effet de freinage sur la relance attendue. A priori, la bonne santé persistante des États-Unis (+2,4 % de croissance cette année selon le FMI) et de l'Europe (2,8 %), celle, plus générale, de l'économie mondiale (+3,5 %) sont de bon augure pour les deux économies dont le dynamisme devra beaucoup aux exportations cette année. ▶▶▶

Selon l'INSEE, l'économie française est entrée dans une phase de « croissance plus équilibrée ». La consommation des ménages et les investissements ont d'ores et déjà pris le relais des exportations pour tirer une croissance qui devrait atteindre 3 % au premier semestre 98. En réalité, la demande intérieure s'est nettement raffermie dès la fin 1997 se conjuguant à la vigueur des exportations. La production industrielle a donc été stimulée et elle devrait rebondir assez

L'INSEE :

«L'économie française est entrée dans une phase de « croissance plus équilibrée »»

vigoureusement cette année avec +3,7 %, contre 2,4 % en 1997 et 0,5 % en 1996.

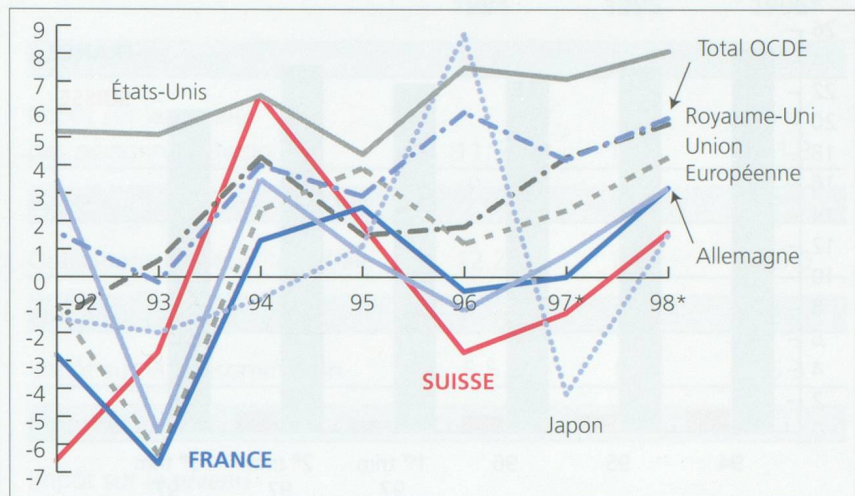
Dans la foulée, la reprise de l'investissement (+2,3 % durant les six premiers mois 98 contre + 0,5 % en 97) longtemps attendue devrait logiquement s'accélérer au cours des prochains mois.

Elle sera facilitée par la récente amélioration de la compétitivité. Le revenu des ménages devrait lui aussi bénéficier du redressement de l'activité et de l'accélération des créations nettes d'emploi. Et la consommation contribuera plus nettement à la croissance (+1,1 % au premier semestre 98). L'emploi pourrait augmenter de 1 % par an et le chômage baisser jusqu'à 11,3 % à la fin 1999.

L'OCDE note toutefois que ce type de scénario repose sur une demande extérieure dynamique et une politique monétaire accommodante. ▶▶▶

4. Progression des investissements.

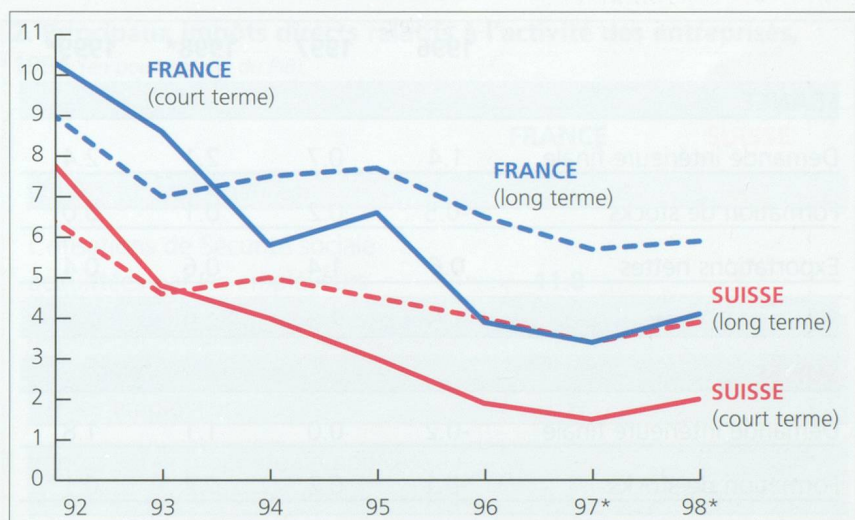
Pourcentages de variation par rapport à la période précédente. Source : OCDE, Paris.



* Estimations et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

5. Taux d'intérêt à court et long terme.

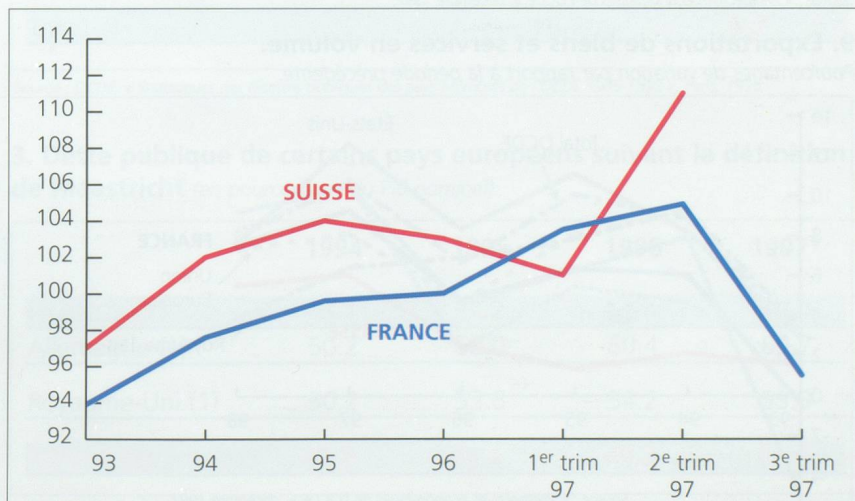


* Estimations et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

6. Evolution de la production industrielle.

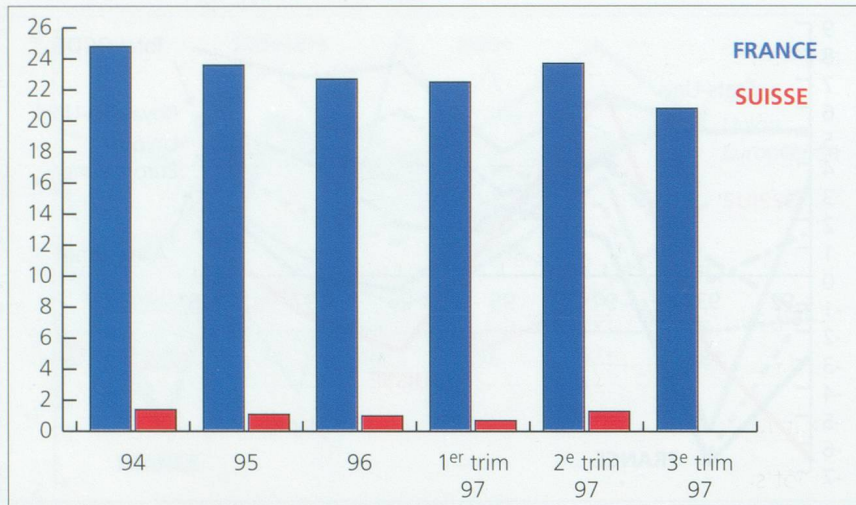
(Base 1990 = 100)



Source : OCDE, « Principaux indicateurs économiques », décembre 1997.

7. Evolution des logements mis en chantiers.

En milliers - moyennes mensuelles.



Source : OCDE, « Principaux indicateurs économiques », décembre 1997.

8. Contributions aux variations du PIB en volume.

Pourcentage du PIB de la période précédente, taux annuels désaisonnalisés.

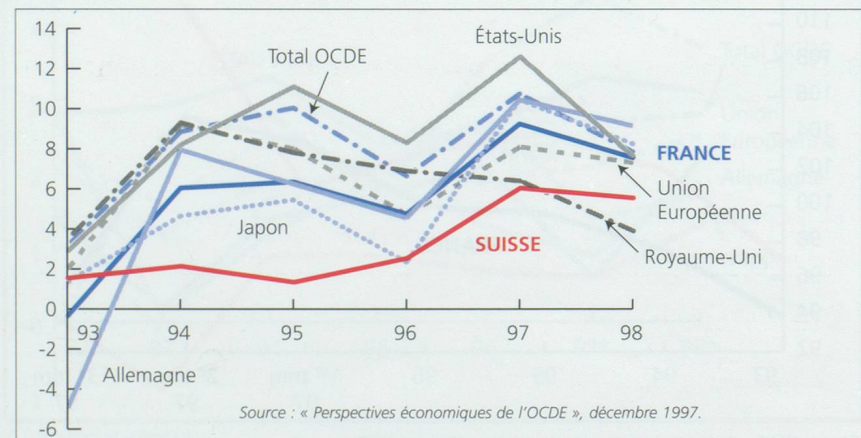
	1996	1997	1998*	1999*
FRANCE				
Demande intérieure finale	1.4	0.7	2.1	2.4
Formation de stocks	-0.5	0.2	0.1	0.0
Exportations nettes	0.6	1.4	0.6	0.4
PIB	1.5	2.3	2.9	2.8
SUISSE				
Demande intérieure finale	-0.2	0.0	1.1	1.8
Formation de stocks	-0.1	0.2	0.2	0.1
Exportations nettes	0.0	0.3	0.4	0.2
PIB	-0.2	0.5	1.7	2.0

* Estimations et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

9. Exportations de biens et services en volume.

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente.



Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.



Pour la Suisse aussi, cette dynamique positive semble s'être enclenchée. Le principal moteur de la reprise sont les exportations (elles représentent 30% du PIB) davantage stimulées par une demande extérieure forte que par une monnaie qui s'est réappréciée ces derniers mois vis-à-vis de celle de ses principaux concurrents.

L'élan imprimé par les

exportations va se transmettre

à la production industrielle qui a déjà repris de la vigueur dans la seconde partie de 1997 (+7 % au troisième trimestre) et l'on assiste à une importante constitution de stocks.

Les ménages reprennent eux aussi

Pour la Suisse aussi, cette dynamique positive semble s'être enclenchée.

Le revenu des ménages devrait lui aussi bénéficier du redressement de l'activité.

confiance et leur consommation devrait connaître un nouvel essor. Si l'investissement se réveille, l'industrie du logement (qui représente 14 % du PIB) ne devrait sortir du creux de la vague que dans la

deuxième moitié de l'année.


L'emploi ne réagira qu'avec retard à la reprise de l'activité. Il devrait retomber à 4,75 %

en 1999 contre 4,9 % fin 1997.

Principale menace pour la reprise : la remontée trop forte du franc

suisse, inéluctable si

la mise en place de l'euro

devenait source d'instabilité. 


Des finances PUBLIQUES en voie d'assainissement

Le vent de restriction budgétaire qui souffle sur l'Europe depuis que la monnaie unique européenne a été lancée, n'a pas épargné la Suisse qui s'est mise en tête de réduire son déficit budgétaire et surtout de ramener sa dette publique à de plus justes proportions. La

La Suisse remplit pourtant les critères de Maastricht.

Suisse remplit pourtant les critères de Maastricht. Sa dette totale, qui atteint 200 milliards de francs suisses, représente 52 % du PIB, tandis que la dette française, en deçà de la limite de 60 exigée par les critères de Maastricht, représente 57 % du PIB. Quant au déficit public suisse, il n'a atteint que 2,8 % l'an dernier, mais devrait frôler les 3 % cette année. La France, elle, dont le collectif budgétaire pour 1997 devrait ramener le déficit public à 3,1 % fait tout pour atteindre en

La France fait tout pour atteindre en 1998 les 3 % exigés.

1998 les 3 % exigés. Au prix de prélèvements accrus sur les entreprises et les ménages. La pression fiscale est déjà forte pour les entreprises françaises. En pourcentage du PIB, les impôts directs prélevés sur les entreprises se montent à 16,7 % en France contre 6,2 % seulement en Suisse. En moyenne dans l'OCDE, le taux est de 9,4 %. 

1. Structure de l'imposition en Suisse (en pourcentage du PIB).

	1994	1995	1996*
Recettes fiscales	33.6	33.9	35.1
Impôt sur le revenu des personnes physiques	11.5	10.7	11.3
Impôt sur les sociétés	2.0	1.9	2.0
Cotisations de Sécurité sociale	12.2	12.7	13.0
Impôt sur le patrimoine	2.5	2.4	2.4
Impôt sur la consommation	5.5	6.3	6.3
Pour mémoire :			
Impôt sur le revenu en pourcentage de l'impôt total	39.9	37.2	38.0

* Chiffres provisoires.

Source : OCDE, « Statistiques des recettes publiques des pays Membres de l'OCDE », Paris 1996.

2. Principaux impôts directs relatifs à l'activité des entreprises, 1994 (en pourcentage du PIB).

	FRANCE	SUISSE
Impôts sur les bénéfices	1.6	2.0
Cotisations de Sécurité sociale acquittées par les employeurs	11.8	3.7
Impôts sur les salaires et la main-d'œuvre acquittés par les employeurs	1.1	-
Impôts sur la propriété immobilière (acquittés par d'autres que les ménages)	0.4	-
Impôts sur l'actif net des sociétés	-	0.5
Autres impôts acquittés uniquement par les entreprises	1.8	-
Total	16.7	6.2

Source : OCDE, « Statistiques des recettes publiques des pays Membres de l'OCDE 1965-1995 », Paris, 1996.

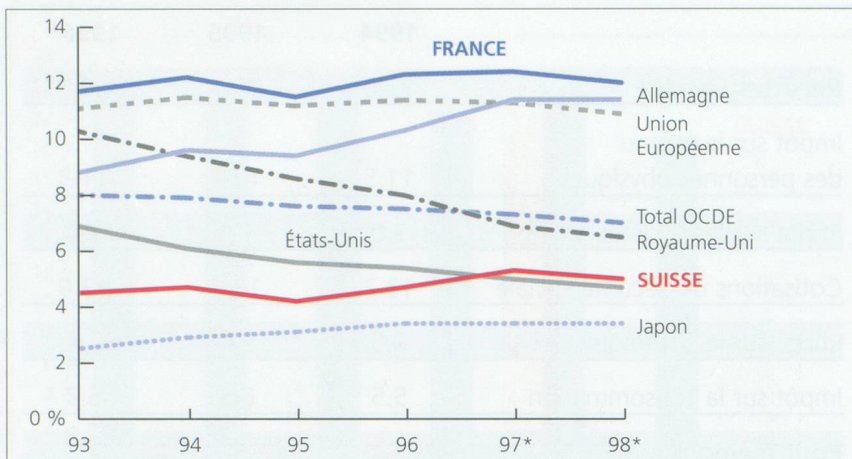
3. Dette publique de certains pays européens suivant la définition de Maastricht (en pourcentage du PIB nominal).

	1994	1995	1996	1997*
FRANCE (1)	48.1	52.2	55.4	57.0
Allemagne (1)	50.2	58.0	60.4	60.7
Royaume-Uni (1)	50.2	53.6	54.2	53.8
SUISSE (2)	45.6	47.1	49.2	50.6

* Estimations. (1) Source : « Perspectives économiques de l'OCDE ». Décembre 1997.

(2) Source : « La Vie économique - Revue de politique économique », Berne. N° 12/1997.

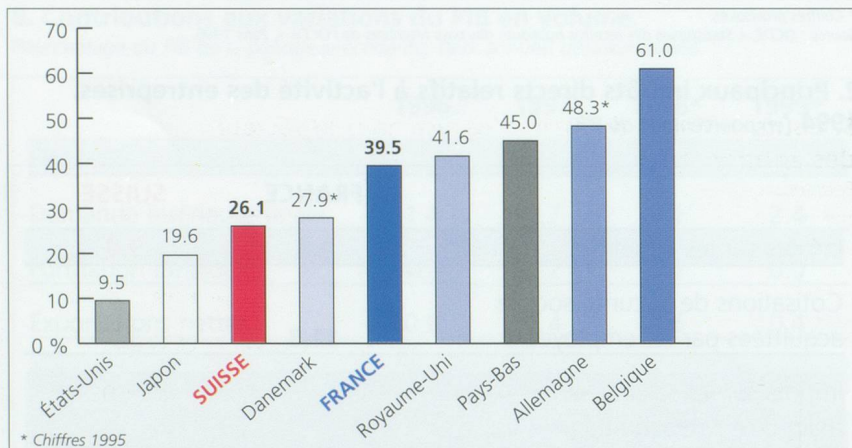
1. Evolution du taux de chômage.



Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

2. Chômage de longue durée dans certains pays de l'OCDE.

En % du total des chômeurs.



* Chiffres 1995

3. Structure du chômage en Suisse.

	1994	1995	1996	1997 (TR1)
Total*	4.7	4.2	4.7	5.7
Par région*				
Régions germanophones	3.8	3.3	3.9	4.8
Régions francophones et italophones	7.1	6.6	6.7	7.8
Par âge*				
15-24 ans	4.7	3.9	4.3	5.3
25-49 ans	4.9	4.4	5.0	6.0
50 ans et plus	4.2	3.9	4.2	4.9
Par durée**				
0-6 mois	43.0	46.3	48.3	49.0
7-12 mois	28.2	25.0	25.6	24.4
Plus d'un an	28.8	28.7	26.1	26.7

* Les taux de chômage officiels sont exprimés en pourcentage de la population active du recensement de 1990.

** En % du nombre total de chômeurs.

Source : Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail, Berne.

L'environnement social : vers une AMÉLIORATION ?

Monté en flèche depuis le début des années 90, le taux de chômage en Suisse est toutefois resté modéré par rapport à la France qui cumule à peu près tous les handicaps dans ce domaine. Dans les deux pays, il semble avoir atteint son pic (5,3 % en Suisse et 12,5 % en France) et devrait refluer dans les prochaines années. L'INSEE est assez optimiste : « Cantonnées jusqu'à présent au secteur des services, les créations nettes d'emploi devraient s'étendre aux branches industrielles dès le début 1998 » et l'emploi doit progresser de 1,1 % par an.

Les créations nettes d'emploi devraient s'étendre aux branches industrielles.

Mais d'un point de vue plus structurel, le chômage en Suisse évolue de façon beaucoup moins rigide qu'en France. Ainsi la Confédération est le pays de l'OCDE le plus intéressé par les 55-64 ans dont le taux d'activité connaît la croissance la plus vigoureuse. Mais c'est aussi le pays le moins touché par le chômage des jeunes : en octobre 1997, seulement 4,9 % des 15-24 ans étaient à la recherche d'un emploi, contre 12,5 % pour l'ensemble de l'OCDE. La France détient un record dans ce domaine avec 26,3 %. Même décalage entre les deux pays sur le chômage de longue durée, qui ne concerne que 25 % des chômeurs suisses, contre



39,5 % des chômeurs français. Pourtant ce n'est pas la modération des coûts salariaux qui fait la différence. Le travail est cher des deux côtés des Alpes.


A la fois du fait des salaires et des coûts sociaux. Pour donner une impulsion à l'emploi en Suisse, certains économistes suggèrent de transférer le financement des assurances sociales (15 % du coût du travail) des salaires vers la TVA, qui se situe très au-dessous des

normes européennes.

En revanche, ce n'est pas du côté de la réduction du temps de travail que la Suisse semble s'orienter. La loi actuelle fixe à 45 heures la durée maximale du travail

dans l'industrie et le tertiaire même si en moyenne la durée hebdomadaire du travail est de 41,9 heures (contre 37,1 en France). L'OCDE met en tout cas clairement en garde la France contre le risque que la mise en place des 35 heures hebdomadaires n'alourdisse les coûts unitaires de main-d'œuvre et ne ruine ses efforts de compétitivité. Sans compter les incertitudes liées au calcul des heures supplémentaires qui pourraient peser sur le climat des affaires.

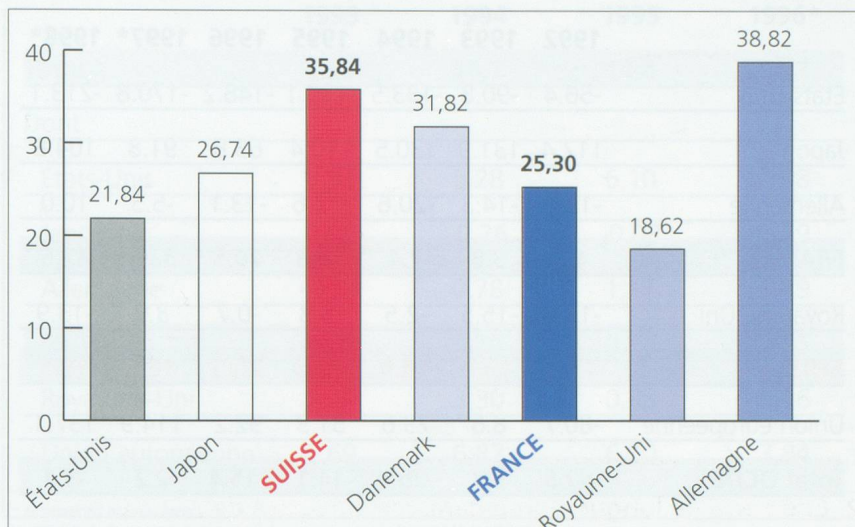
En revanche, le temps partiel s'est beaucoup développé en Suisse où il touche 24,7% des salariés.

La moyenne européenne se situe à 15 %, celle de la France à 17,4 % et celle des Pays-Bas, champions du temps choisi, à 36,5 %. 

Le travail est cher des deux côtés des Alpes.

4. Coût du travail dans l'industrie en 1996.

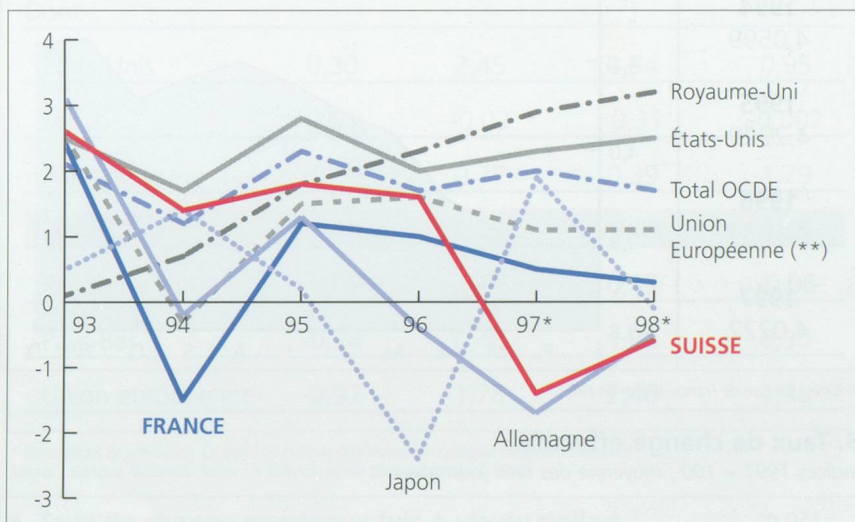
En francs suisses, par heure.



Source : Institut de l'économie allemande/Société pour le Développement de l'Economie Suisse, Genève.

5. Coûts unitaires de main-d'œuvre dans le secteur des entreprises.

Pourcentages de variation par rapport à la période précédente.



* Estimations et prévisions. ** Luxembourg exclu.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

6. Emplois à temps partiel en Suisse.

En milliers.

	1993	1994	1995	1996	2TR. 1997
En milliers	803.2	822.5	853.3	872.4	834.1
En % du total des emplois	22,7 %	23,4 %	24,2 %	24,7 %	24,2 %

Source : OCDE, « Principaux indicateurs économiques », décembre 1997.

1. Balance des opérations courantes.

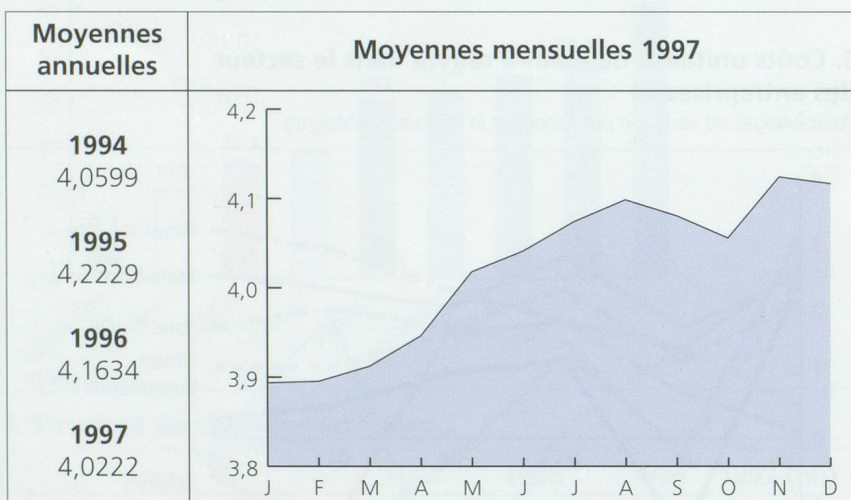
En milliards de dollars.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997*	1998*
Etats-Unis	-56.4	-90.8	-133.5	-129.1	-148.2	-170.8	-213.1
Japon	112.4	131.9	130.5	110.4	65.8	91.8	104.8
Allemagne	-19.4	-14.3	-20.6	-23.6	-13.1	-5.5	10.0
FRANCE	4.8	9.8	7.4	10.9	20.5	32.1	42.6
Royaume-Uni	-17.8	-15.5	-2.5	-5.8	-0,7	3.9	-13.9
SUISSE	15.1	19.4	18.4	21.5	20.3	16.8	18.5
Union européenne	-80.7	8.6	23.6	51.3	92.2	114.9	137.1
Total OCDE	-67.5	3.7	-26.4	14.1	-15.4	2.2	-8.4

* Estimations et prévisions.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

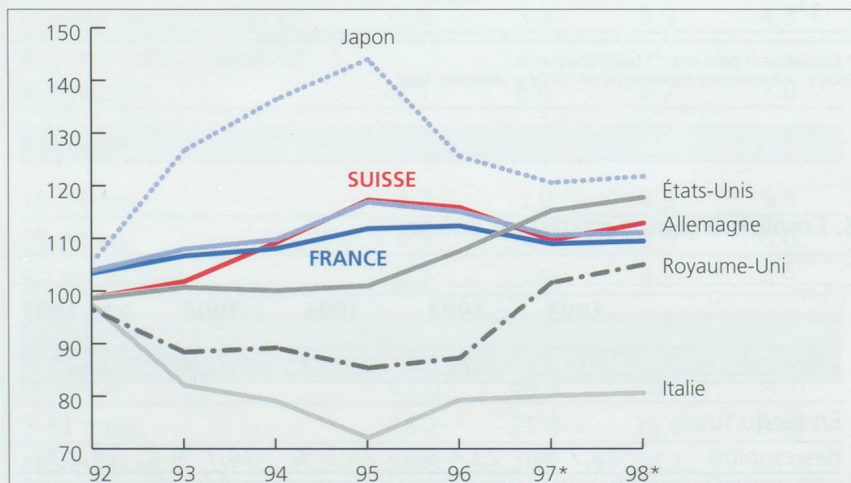
2. Cours de change réel du franc suisse vis-à-vis du FRF.



Source : Banque de France. Valeur en FRF.

3. Taux de change effectifs.

Indices 1991 = 100 ; moyenne des taux journaliers.



* Estimations et prévisions.

Le taux de change effectif réel est un indicateur de compétitivité : il prend en compte la compétitivité à l'exportation et à l'importation. Une baisse indique une amélioration de la position concurrentielle.

Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

Le DYNAMISME du commerce

Le dynamisme du commerce mondial est crucial pour les économies française et suisse dont la croissance reste largement nourrie par les exportations. Les échanges mondiaux ont repris de la vigueur l'an dernier, vient de confirmer l'Organisation mondiale du commerce (OMC), et plus important encore, compte tenu de la structure des exportations suisses, l'Europe (vers qui la Suisse oriente 61,5 % de ses exportations) et les États-Unis (9 %) vont enregistrer une solide croissance cette année et l'an prochain. Selon l'OCDE, le rythme des exportations de marchandises suisses à l'étranger devrait presque tripler

Le rythme des exportations de marchandises suisses à l'étranger devrait presque tripler

entre 1996 (+2,4 %) et les deux années suivantes (plus de 6 %). L'excédent de la balance commerciale devrait en conséquence gonfler, passant de 4,9 milliards de dollars en 1996 à 6 milliards en 1998 et 6,7 milliards en 1999. Mais il ne faut guère compter sur la compétitivité du franc suisse pour accompagner cette relance. Après s'être dépréciée durant l'année 96 et la première moitié de 97, la devise suisse est repartie à la hausse vis-à-vis des principales monnaies européennes. Le taux de change effectif réel du franc suisse, qui mesure sa compétitivité internationale, s'est apprécié d'environ 4 % depuis l'été 97, après avoir perdu 13 % entre la fin 95 et l'été 97, la monnaie jouant

à nouveau son rôle de valeur refuge. Si cette tendance à la hausse devait se poursuivre, alors la reprise de l'économie suisse pourrait être en danger.

Les investissements suisses à l'étranger sont moins vigoureux que les exportations. Conséquence de la médiocre santé de l'économie


Les investissements suisses à l'étranger sont moins vigoureux que les exportations.

suisse. Mais s'ils se maintiennent aux alentours de 14 milliards de francs suisses par an depuis le milieu des années 90, la

Confédération reste le septième investisseur dans le monde avec 5,1 % du stock total, la France se situant pour sa part au 5ème rang mondial (avec 6,4 % du total). Par contre, les investissements Suisse-France ne sont pas satisfaisants puisque la France n'occupe que le cinquième rang des investissements suisses en Europe, accueillant, en 1996, pour 458 millions de francs suisses après le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Italie et la Suède. A l'inverse, la France se place au troisième rang des investisseurs européens en Suisse avec 335 millions de francs suisses.

Les investissements Suisse-France ne sont pas satisfaisants.

Pour les deux pays, la négociation au sein de l'OCDE d'un accord multilatéral sur les investissements* (AMI) qui devrait théoriquement être

conclu en mai prochain à Paris, constitue une bonne nouvelle. L'accord prévoit l'élimination progressive dans les pays signataires de tous les obstacles aux investissements et assure aux étrangers une égalité de traitement avec les entreprises locales. 

* Voir article paru dans le n° 4/96 de la Revue économique Suisse en France, page 28.

4. Investissements directs suisses à l'étranger. En milliards de CHF.

	1993	1994	1995	1996*
Total	12,9	14,7	14,4	14,3
Dont :				
Etats-Unis	5,31	5,28	6,10	2,98
Japon	0,08	-0,26	-0,03	0,29
Allemagne	-0,24	0,78	1,17	2,19
FRANCE	1,45	1,28	0,12	0,45
Royaume-Uni	1,20	3,30	0,85	3,46
Union européenne	2,69	6,87	6,20	7,84

* Estimations et prévisions.
Le signe (-) indique un rapatriement de capitaux vers la Suisse (désinvestissement).
Source : Banque Nationale Suisse : « Balance suisse des paiements », 1996.

5. Investissements directs étrangers en Suisse. En milliards de CHF.

	1993	1994	1995	1996*
Total	-0,1	4,6	2,6	2,7
Dont :				
Etats-Unis	0,30	2,45	0,34	0,95
Japon	0,01	-0,02	-0,31	-0,007
Allemagne	-0,19	0,77	0,39	1,29
FRANCE	0,04	0,23	-0,03	0,33
Royaume-Uni	-0,07	-0,06	0,13	-0,06
Pays-Bas	-0,24	0,40	1,88	0,35
Union européenne	-0,92	1,78	2,46	1,76

* Estimations et prévisions. Le signe (-) indique des sorties de capitaux (désinvestissement).
Source : Banque Nationale Suisse : « Balance suisse des paiements », 1996.

6. Taux de change nominaux (vis-à-vis du dollar)

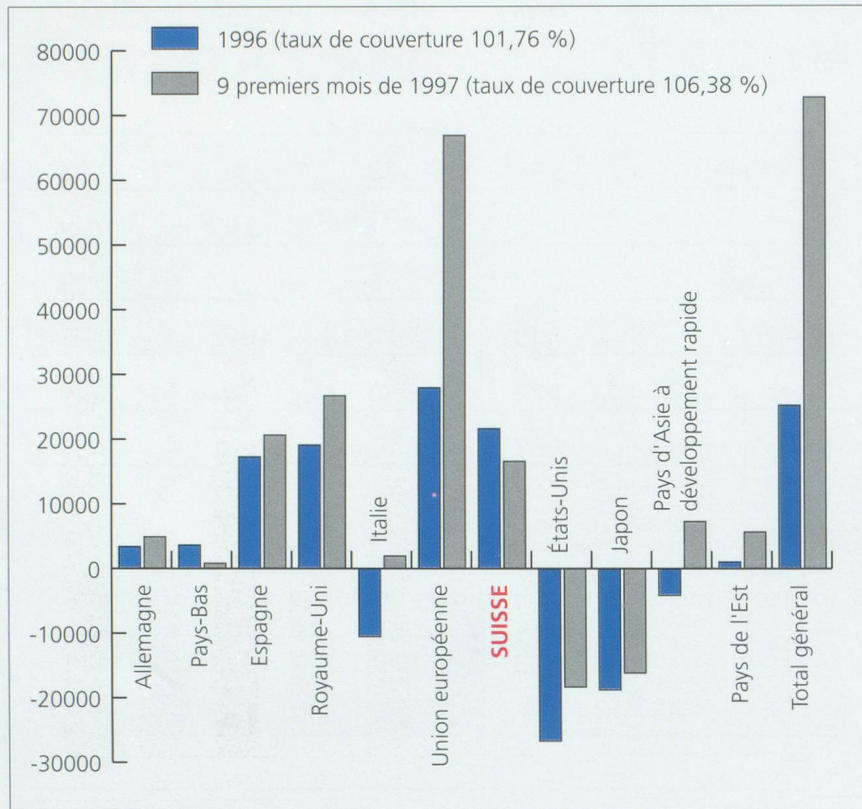
Moyenne des taux journaliers.

	1992	1993	1994	1995	1996	1997*	1998*
Japon (Yen)	126.7	111.2	102.2	94.1	108.8	120.0	121.0
Allemagne (Deutschemark)	1.562	1.653	1.623	1.433	1.505	1.732	1.742
FRANCE (FRANC)	5.294	5.662	5.552	4.991	5.116	5.830	5.836
Royaume-Uni (Livre)	0.570	0.666	0.653	0.634	0.641	0.610	0.596
SUISSE (FRANC)	1.406	1.477	1.367	1.182	1.236	1.449	1.418
ECU	0.773	0.854	0.843	0.765	0.788	0.881	0.883

* Estimations et prévisions.
Source : « Perspectives économiques de l'OCDE », décembre 1997.

1. Solde de la balance commerciale de la France en 1996-1997.

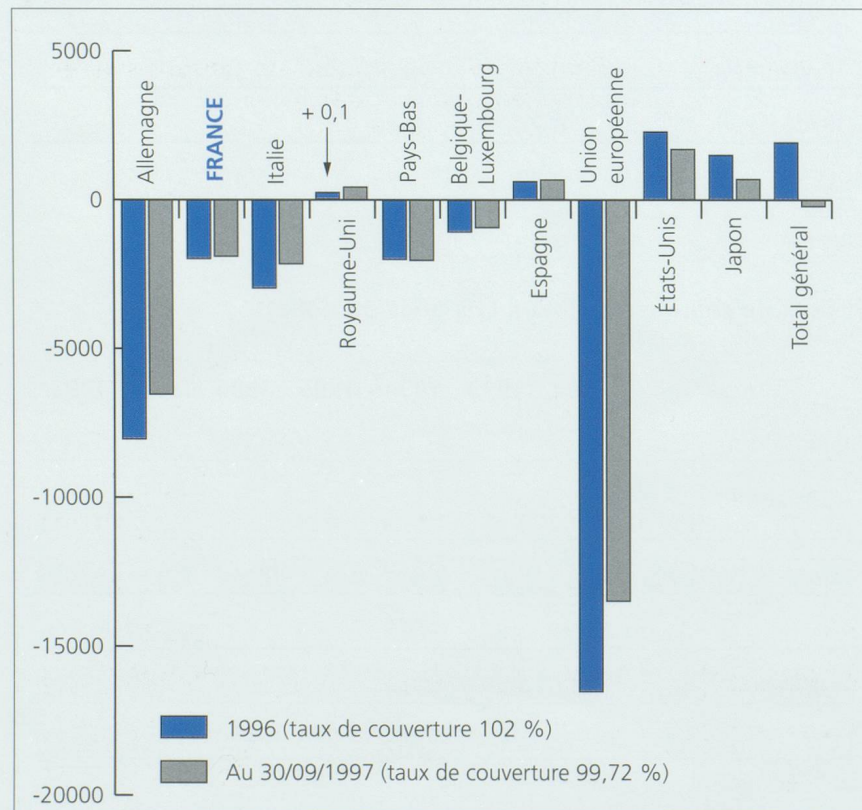
En millions de FRF.



Source : Direction Générale des Douanes et Droits indirects, Paris.

2. Balance commerciale de la Suisse en 1996-1997.

En millions de CHF.



Source : Direction Générale des Douanes et Droits indirects, Berne.

Stagnation des ÉCHANGES franco-suisses

Chaque année, la Chambre de Commerce Suisse en France, Paris, publie sous forme de tableaux et de graphiques l'évolution des échanges commerciaux franco-suisses. Cette année encore, elle vous livre l'essentiel des données recueillies auprès de la Direction Générale des Douanes des deux pays avec un bref commentaire.

A nouveau, les échanges de marchandises entre la Suisse et la France se sont soldés, pour la France, par un excédent de 21,6 milliards de FRF en 1996, couvrant ainsi le déficit qu'elle enregistre dans ses échanges avec le Japon. Les 9 premiers mois de 1997 dégagent, également en faveur de l'Hexagone, un excédent de 16,5 milliards de FRF. Toutefois, on assiste depuis 1996 à un léger tassement des échanges France-Suisse, masqué quelque peu par l'achat, par la Suisse, d'énergie électrique (+ 12,7 % par rapport à 1995) et de 60 Airbus livrés - sur la période 1996-1997 - en partie depuis la France (le reste de la livraison s'effectuant depuis l'Allemagne). Cette faible diminution ne modifie cependant en rien le classement publié l'année passée dans notre Revue : la France reste le 2^e fournisseur et le 2^e client de la Suisse - toujours très loin derrière l'Allemagne - et la

La France reste le 2^e fournisseur et le 2^e client de la Suisse

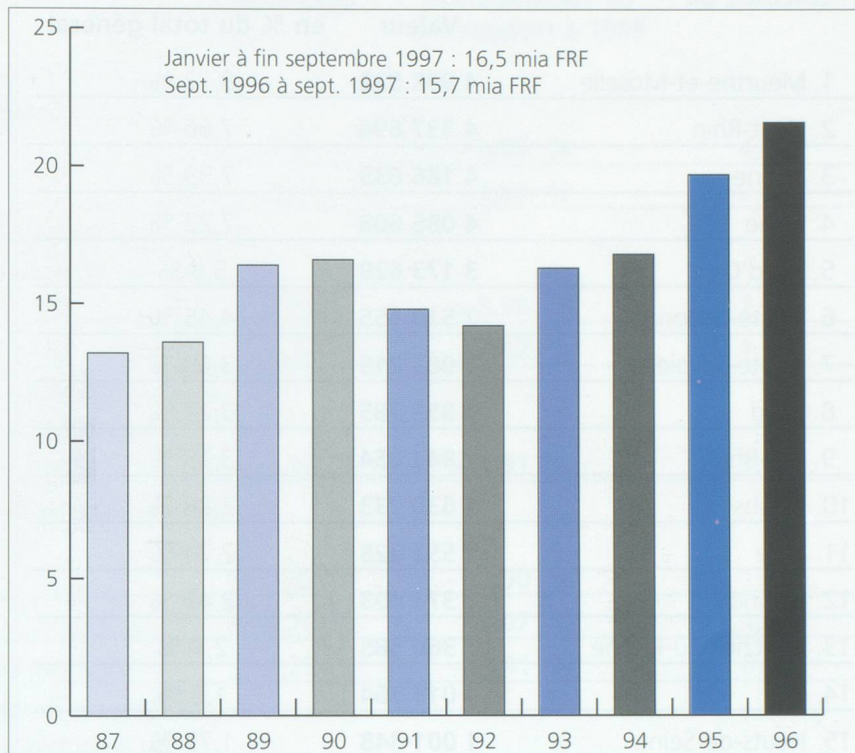
Suisse le 8^e client et le 9^e fournisseur. A signaler qu'au 3^e trimestre 1997, la Suisse passe au 10^e rang des pays

fournisseurs, devancée d'une courte tête par la Chine qui fait ainsi une entrée remarquable dans le peloton de tête, même si le flux de marchandises, comparé à la taille du pays, n'est

encore que des plus modeste. La France enregistre globalement, pour les 9 premiers mois de 1997, une forte croissance de ses exportations (+ 12,9 %) liée pour une grande part aux biens d'équipement et à certains biens de consommation (notamment les produits pharmaceutiques). Cette année devrait donc être exceptionnelle pour la balance commerciale française d'autant que de grands contrats ont été signés durant le 3^e trimestre et que le niveau des carnets de commande (principalement dans le domaine aéronautique) est à la hausse : + 33 % par rapport à la même période de 1996. A noter que les

3. Solde excédentaire en faveur de la France dans ses échanges commerciaux avec la Suisse.

Statistiques françaises - Données brutes.



exportations de la France ont augmenté, du 2^e au 3^e trimestre 1997, de 34,6 % avec les pays d'Asie du Sud-Est malgré la crise qui

secoue depuis l'été ces pays ; de même, le solde de sa balance commerciale s'est nettement redressé avec les pays de



4. PALMARES : les 10 premiers cantons suisses exportateurs vers la France.

Année 1996. En milliers de CHF.

	Valeur
1. Bâle-Ville	2 127 414
2. Genève	803 093
3. Berne	742 608
4. Zurich	719 782
5. Soleure	533 572
6. Vaud	461 731
7. Bâle-Campagne	439 637
8. Neuchâtel	405 516
9. Saint-Gall	400 053
10. Argovie	363 014
Total	6 996 420

Soit 76,16 % du total des exportations suisses vers la France.

Source : Direction Générale des Douanes, Berne.

5. PALMARES : les 10 premiers cantons suisses importateurs de produits français.

Année 1996. En milliers de CHF.

	Valeur
1. Zurich	2 428 900
2. Genève	1 518 600
3. Bâle-Ville	1 184 183
4. Vaud	1 112 028
5. Berne	625 735
6. Argovie	561 845
7. Fribourg	515 825
8. Jura	483 012
9. Bâle-Campagne	439 823
10. Lucerne	349 547
Total	9 219 498

Soit 82,57 % du total des importations de produits français par la Suisse.

Source : Direction Générale des Douanes, Berne.

6. PALMARES : les 15 premiers départements français exportateurs vers la Suisse. Année 1996. En milliers de FRF.

	Valeur	en % du total général
1. Meurthe-et-Moselle	4 938 532	8,72 %
2. Haut-Rhin	4 337 694	7,66 %
3. Rhône	4 186 633	7,39 %
4. Seine	4 086 608	7,22 %
5. Val-d'Oise	3 173 629	5,6 %
6. Haute-Garonne	2 519 455	4,45 %
7. Haute-Savoie	2 083 215	3,68 %
8. Nord	1 852 785	3,27 %
9. Bas-Rhin	1 841 054	3,25 %
10. Doubs	1 630 233	2,88 %
11. Isère	1 552 125	2,74 %
12. Gironde	1 371 603	2,42 %
13. Bouches-du-Rhône	1 360 585	2,4 %
14. Ain	1 018 364	1,8 %
15. Hauts-de-Seine	1 001 348	1,77 %

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

7. PALMARES : les 15 premiers départements français importateurs de produits suisses. Année 1996. En milliers de FRF.

	Valeur	en % du total général
1. Haut-Rhin	5 655 619	16,16 %
2. Seine	2 428 845	6,94 %
3. Rhône	2 128 489	6,08 %
4. Hauts-de-Seine	2 104 291	6,01 %
5. Val-de-Marne	1 869 289	5,34 %
6. Bas-Rhin	1 426 985	4,08 %
7. Yvelines	1 410 956	4,03 %
8. Seine-St-Denis	1 366 289	3,9 %
9. Doubs	1 286 111	3,67 %
10. Haute-Savoie	1 258 857	3,6 %
11. Loiret	837 267	2,39 %
12. Nord	693 270	1,98 %
13. Val-d'Oise	677 038	1,93 %
14. Essonne	675 773	1,93 %
15. Eure	669 857	1,91 %

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.



l'Est et la Grande-Bretagne (voir tableau 1).

La croissance des importations françaises est tout aussi vigoureuse (+ 10,9 % par rapport au 3^e trimestre 1996). Les principaux postes bénéficiaires sont les biens de consommation (+ 11 %) et les biens d'équipement (+ 20 %) toujours par rapport au 3^e trimestre de l'année précédente.

Cette année devrait être exceptionnelle pour la balance commerciale française

Si l'on analyse la balance commerciale de la Suisse de ces 9 premiers mois 97, on observe également une nette progression de ses échanges. L'atonie de 1996 semble être loin et les principaux indicateurs économiques clignent de nouveau au vert. Les importations ont progressé de 11,8 % ; les exportations de 10,2 %. L'ensemble des pays de l'Union européenne représente 61,07 % des exportations suisses et 78,5 % de ses importations. Le solde de la balance commerciale de la Suisse est négatif avec les principaux pays européens (hormis l'Espagne) ; il est, contrairement à la France, positif avec les Etats-Unis (taux de couverture 133,42 %) et avec le Japon (taux de couverture : 157,57 %).

L'ensemble des pays de l'Union représente 61,07 % des exportations suisses

Nouveauté cette année : nous avons dressé un palmarès des 15 premiers départements français entretenant des échanges avec la Suisse et des 10 premiers cantons suisses important/exportant depuis ou vers la France. Si la Meurthe-et-Moselle arrive en tête des



8. Les principaux produits suisses sur le marché français. En milliards de FRF.

Produits	Valeur 1996	Evolution (en %) par rapport à 1995	au 30/09/97
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques, parties de ces machines ou appareils	5,58	- 0,35 %	4,10
Produits chimiques organiques	4,73	- 1,86 %	3,34
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, parties et accessoires	2,91	+ 8,98 %	2,06
Produits pharmaceutiques	2,37	- 7,42 %	1,95
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinéma, de mesure, de contrôle ou de précision, médicaux, chirurgicaux, parties et accessoires	1,92	+ 4,91 %	1,35
Extraits tannants ou tinctoriaux, tannins et leurs dérivés, pigments et autres matières colorantes, peintures et vernis, mastics, encres	1,82	- 12,50 %	1,48
Horlogerie	1,70	- 6,07 %	1,16
Matières plastiques et ouvrages en ces matières	1,29	- 10,41 %	0,95
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doubles, bijouterie de fantaisie, monnaies	1,23	+ 12,84 %	0,83
Produits agricoles et issus de l'industrie alimentaire	1,17	+ 7,33 %	0,85
Huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	1,11	+ 11,00 %	1,30
Produits divers des industries chimiques	1,05	- 6,25 %	0,89
Papiers et cartons, ouvrages en pâte de cellulose, en papier et en carton	0,97	- 4,90 %	0,79
Aluminium et ouvrages en aluminium	0,88	+ 7,31 %	0,66
Ouvrages en fonte, fer ou acier	0,57	+ 1,78 %	0,43
Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques, textes manuscrits ou dactylographiques et plans	0,38	- 15,55 %	0,26
Combustibles minéraux, huiles minérales, et produits de leur distillation, matières bitumineuses, cires minérales	0,37	+ 85,00 %	0,23
Outils et outillages, articles de coutellerie et couverts de table, en métaux communs, parties de ces articles en métaux communs	0,34	- 2,85 %	0,24
Fonte, fer et acier	0,31	- 3,12 %	0,24
Filaments synthétiques ou artificiels	0,26	- 18,75 %	0,17
Total	31,39		23,28
En % du total général	89,71		88,48
Total autres produits	3,87		3,03
Total Général	34,99	- 0,76 %	26,31

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

9. Les principaux produits français sur le marché suisse. En milliards de FRF.

Produits	Valeur 1996	Evolution (en %) par rapport à 1995	au 30/09/97
Combustibles minéraux, huiles minérales, et produits de leur distillation, matières bitumineuses, cires minérales	8,30	+ 12,77 %	6,14
Réacteurs nucléaires, chaudières, machines, appareils et engins mécaniques, parties de ces machines ou appareils	5,16	+ 4,45 %	3,61
Voitures automobiles, tracteurs, cycles et autres véhicules	3,83	- 6,58 %	2,91
Produits agricoles et issus de l'industrie alimentaire	3,05	+ 4,45 %	2,28
Navigation aérienne ou spatiale	3,01	+ 40,0 %	2,06
Machines, appareils et matériels électriques et leurs parties, appareils d'enregistrement ou de reproduction du son, parties et accessoires	2,74	+ 6,20 %	2,16
Produits chimiques organiques	2,48	+ 7,36 %	2,38
Boissons, liquides alcooliques	1,99	- 2,93 %	1,43
Produits pharmaceutiques	1,83	- 0,54 %	1,43
Perles fines ou de culture, pierres gemmes ou similaires, métaux précieux, plaqués ou doublés, bijouterie de fantaisie, monnaies	1,77	+ 16,45 %	1,23
Matières plastiques, ouvrages en matière plastique	1,51	- 6,79 %	1,23
Vêtements et accessoires du vêtement y compris ceux en bonneterie	1,50	- 6,25 %	1,23
Extraits tannants ou tinctoriaux, tannins et leurs dérivés, pigments et autres matières colorantes	1,41	- 17,05 %	1,28
Produits de l'édition, de la presse ou des autres industries graphiques, textes manuscrits ou dactylographiés et plans	1,48	+ 1,45 %	1,12
Huiles essentielles et résinoïdes, produits de parfumerie, ou de toilette préparés et préparations cosmétiques	1,43	0 %	1,24
Meubles, appareils d'éclairage, enseignes lumineuses, plaques indicatrices, luminaires et articles similaires	1,23	+ 3,36 %	0,86
Horlogerie	1,18	- 8,52 %	0,78
Produits divers des industries chimiques	1,10	+ 18,27 %	0,97
Papiers, carton	0,93	0 %	0,67
Instruments et appareils d'optique, de photographie ou de cinéma, de mesure, de contrôle ou de précision, médicaux, chirurgicaux et accessoires	0,86	+ 4,87 %	0,67
Objets d'art et antiquités	0,82	+ 20,58 %	0,49
Fonte, fer et acier	0,81	- 27,02 %	0,66
Total	48,42	+ 2,45 %	36,83
% du total général	85,53 %		85,91 %
Total autres produits	8,19		6,04
Total général	56,61	+ 2,98 %	42,87

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

10. Les échanges commerciaux de la Suisse en 1996. En millions de CHF.

	Exportations		Importations		Solde	Taux de couverture
	Valeur	Evolution 96-95	Valeur	Evolution 96-95		
Allemagne	22 334,9	- 2,5 %	30 349,6	- 4,7 %	- 8 014,7	73,59 %
FRANCE	9 185,4	+ 0,2 %	11 165,3	+ 3,8 %	- 1 979,9	82,27 %
Italie	7 408,8	+ 1,5 %	13 375,4	+ 8,4 %	- 5 966,6	55,39 %
Grande-Bretagne	6 208,2	+ 5,9 %	6 208,1	+ 18,4 %	+ 0,1	100,00 %
Pays-Bas	2 577,1	- 0,5 %	4 577,0	+ 5,5 %	- 1 999,9	56,31 %
Belgique-Luxembourg	2 331,5	+ 8,2 %	3 411,0	+ 1,8 %	- 1 079,5	68,35 %
Espagne	2 202,2	+ 8,9 %	1 588,3	+ 17,0 %	+ 613,9	138,65 %
Total UE	59 866,3	- 0,2 %	76 385,4	1,3 %	- 16 519,1	78,37 %
Etats-Unis	9 133,9	+ 11,1 %	6 846,2	+ 17,2 %	+ 2 287,7	133,42 %
Japon	4 109,1	+ 6,9 %	2 607,8	- 12,6 %	+ 1 501,3	157,57 %
Total	98 588,8	+ 2,4 %	96 664,0	+ 2,3 %	+ 1 924,8	101,99 %

11. Les exportations suisses au 30/09/97.

En millions de CHF**.

	Valeur	Variation par rapport à l'année précédente
Allemagne	17 777,4	+ 9,2 %
FRANCE	6 953,5	+ 5,2 %
Italie	5 805,2	+ 10,5 %
Royaume-Uni	4 235,6	+ 5,4 %
Pays-Bas	2 098,0	+ 10,8 %
UEBL	1 806,1	+ 13,5 %
Espagne	1 925,0	+ 19,6 %
Total UE	46 596,1	+ 8,8 %
Etats-Unis	7 218,3	+ 18,0 %
Japon	2 967,4	+ 5,2 %
Total Export	76 298,8	+ 10,2 %

Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total export : 61,07 %

** Non compris les métaux précieux, ni les pierres gemmes et sans les objets d'art ni d'antiquités. Source : Direction Générale des Douanes, Berne.

12. Les importations suisses au 30/09/97.

En millions de CHF**.

	Valeur	Variation par rapport à l'année précédente
Allemagne	24 319,8	+ 8,4 %
FRANCE	8 852,6	+ 8,6 %
Italie	7 959,0	+ 4,3 %
Royaume-Uni	3 803,9	+ 12,8 %
Pays-Bas	4 131,7	+ 23,3 %
UEBL	2 734,0	- 19,0 %
Espagne	1 249,9	+ 13,4 %
Total UE	60 075,3	+ 9,7 %
Etats-Unis	5 517,3	+ 21,9 %
Japon	2 272,3	+ 16,3 %
Total Import	76 516,4	+ 11,8 %

Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total import : 78,51 %

** Non compris les métaux précieux, ni les pierres gemmes et sans les objets d'art ni d'antiquités. Source : Direction Générale des Douanes, Berne.

13. Echanges commerciaux avec la France selon l'emploi des marchandises en 1996**. En millions de CHF.


	Importations		Exportations	
	Valeur	Variations en % 96-95	Valeur	Variations en % 96-95
Matières premières et demi-produits	3 531,2	- 2,7 %	3 167,4	- 1,1 %
Produits énergétiques	375,5	+ 52,8 %	8,8	+ 10,7 %
Biens d'équipement	2 517,7	+ 15,5 %	2 728,5	- 1,7 %
Biens de consommation	4 573,7	+ 0,0 %	2 958,8	+ 1,2 %
Total	10 998,1	+ 3,49 %	8 863,0	- 0,49 %

** Non compris les métaux précieux, ni les pierres gemmes et sans les objets d'art ni d'antiquités. Source : Direction Générale des Douanes, Berne.



départements français exportateurs vers la Suisse, 93,7 % de ses exportations sont imputables au poste « électricité, gaz, eau », pour une valeur de 4,93 mio de FRF. Comme on pouvait s'y attendre, le Haut-Rhin et le Rhône occupent une

place privilégiée tant pour les importations que pour les exportations, due principalement d'ailleurs aux échanges maisons-mères suisses/filiales françaises (tableaux 6 et 7). Zurich arrive en tête des cantons importateurs de produits

français suivi assez loin derrière par Genève et Bâle-Ville, qui se situe au premier rang des cantons exportateurs. A noter que les échanges de la France se font dans une large proportion avec les cantons alémaniques (voir tableaux 4 et 5). 

14. Les exportations françaises. En millions de FRF.

	1996		9 premiers mois de 1997	
	Valeur	% U.E.	Valeur	% U.E.
Allemagne	252 043	27,08 %	193 988	25,58 %
Royaume-Uni	138 230	14,85 %	121 421	16,00 %
Italie	135 701	14,58 %	112 849	14,88 %
Belgique-Luxembourg	124 644	13,40 %	96 685	12,75 %
Espagne	116 173	12,48 %	94 853	12,51 %
Pays-Bas	67 148	7,22 %	56 981	7,51 %
Autres pays de l'UE	96 610	10,38 %	81 670	10,77 %
Total UE	930 549	100 %	758 447	100 %
Etats-Unis	88 464	9,51 %	80 229	10,58 %
Japon	27 399	2,94 %	21 111	2,78 %
SUISSE	56 612	6,08 %	42 898	5,67 %
Pays d'Asie à développement rapide	83 415	8,96 %	81 272	10,72 %
Pays de l'Est	47 541	5,11 %	43 418	5,72 %
Total Export	1 457 364		1 204 918	

Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total export :

• en 1996 : 63,85 %

• Pour les 9 premiers mois de 1997 : 62,95 %

Evolution du total export par rapport à 1995 : + 9,48 %.

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

15. Les importations françaises. En millions de FRF.

	1996		9 premiers mois de 1997	
	Valeur	% U.E.	Valeur	% U.E.
Allemagne	248 640	27,55 %	189 063	27,34 %
Italie	146 210	16,20 %	110 885	16,03 %
Belgique-Luxembourg	120 998	13,40 %	91 345	13,21 %
Royaume-Uni	119 125	13,20 %	94 699	13,69 %
Espagne	98 893	10,96 %	74 222	10,73 %
Pays-Bas	74 622	8,27 %	56 146	8,12 %
Autres pays de l'UE	94 111	10,43 %	75 218	10,88 %
Total UE	902 599	100 %	691 578	100 %
Etats-Unis	115 151	12,76 %	98 531	14,25 %
Japon	46 160	5,11 %	37 265	5,39 %
SUISSE	34 990	3,88 %	26 318	3,80 %
Pays d'Asie à Développement rapide	87 547	9,70 %	73 970	10,70 %
Pays de l'Est	46 501	5,15 %	37 745	5,46 %
Total Export	1 432 144		1 132 569	

Pourcentage des pays de l'UE par rapport au total import :

• en 1996 : 63,02 %

• Pour les 9 premiers mois de 1997 : 61,06 %

Evolution du total export par rapport à 1995 : + 7,58 %

Source : Direction Générale des Douanes et Droits Indirects, Paris.

Notes :

Pour le volet France, la valeur statistique est la valeur intrinsèque de la marchandise franco-frontière nationale :

- à l'exportation, elle comprend les frais accessoires (transport et assurance) se rapportant à la partie du trajet qui se situe sur le territoire statistique national (valeur FAB) ;
- à l'importation, elle comprend les frais accessoires se rapportant à la partie du trajet jusqu'au territoire statistique national (valeur CAF).

Les statistiques du commerce extérieur français sont établies selon la méthode dite du « commerce spécial ». Ne sont donc comptabilisées que les marchandises entrant ou sortant réellement de l'économie nationale à l'exclusion des marchandises qui sont importées puis réexportées en l'état. Les produits pétroliers font cependant exception à cette règle : ils sont enregistrés selon le « commerce général » c'est-à-dire en comptabilisant toutes les entrées et les sorties du territoire statistique.

Les statistiques françaises prennent en compte l'énergie électrique ce qui n'est pas le cas pour les statistiques suisses dont les importations et les exportations de courant électrique sont reprises seulement dans la balance des revenus.

Le territoire statistique de la France comprend la France continentale (y compris les zones franches du pays de Gex et de la Haute-Savoie), la Corse, les autres îles françaises du littoral et la principauté de Monaco ainsi que, depuis le début 1997, les départements d'Outre-Mer.

Certains mouvements ou catégories de marchandises sont exclus des statistiques du Commerce extérieur :

- les importations sous le régime de l'admission temporaire et les réexportations en suite de ce régime ;
- les exportations temporaires en vue d'un retour ultérieur en l'état et les réimportations en suite de ce régime ;
- les livraisons à l'avitaillement ;
- les exportations à partir de comptoirs de vente dans les ports et aéroports ;
- le matériel militaire ;
- l'or monétaire, les moyens de paiement et les valeurs ayant cours légal ;
- les opérations inférieures au seuil statistique (moins de 5000 FRF en valeur et de 1000 kg en masse).

En ce qui concerne les statistiques suisses, la valeur statistique correspond à la valeur en francs suisses franco frontière suisse. Les frais de transport, d'assurance et autres jusqu'à la frontière suisse sont inclus dans la valeur statistique, tandis que les rabais et escomptes en sont déduits (CIF à l'importation et FOB à l'exportation). Les droits de douane, impôts ou autres redevances perçus en vertu de la législation suisse (droits de monopole, taxes de visite vétérinaire, etc.) en sont en outre exclus ; à l'exportation ils sont ajoutés à la valeur en tant qu'ils ne sont pas remboursables.

Tout comme la France, la statistique du commerce extérieur suisse est fondée sur le commerce dit « spécial ». Ne sont compris ni dans le commerce spécial, ni dans la balance commerciale :

- les petits envois d'une masse nette inférieure à 1000 kg et d'une valeur statistique inférieure à CHF 1000.- ;
 - l'argent, l'or et les monnaies ;
 - les marchandises privées ;
 - les marchandises en retour, c'est-à-dire qui, restées invendues, rentrent en Suisse ou retournent à l'étranger.
- Le territoire statistique couvre la Suisse, mais également les enclaves de Büsingen et de Campione d'Italia.